

Les groupes d'autodéfense civile au Mexique : défenseurs légitimes, groupes incontrôlables ou lanceurs d'alerte ?

Par **Thibaud Marijn**

Thibaud Marijn est directeur d'études qualitatives et quantitatives et conseiller en communication. Il a étudié et travaillé au Mexique et au Guatemala en tant que consultant et observateur international.

Les groupes d'autodéfense qui se répandent au Mexique depuis 2011 dans divers États témoignent de l'impuissance et de la corruption des organes de l'État central face à la diffusion de la criminalité organisée. Cet État central hésite aujourd'hui entre l'institutionnalisation ou la dissolution de ces groupes, dans une stratégie opaque. Mais aucune de ces décisions n'aura de sens sans un retour de crédibilité des institutions policière et judiciaire à l'échelle du pays.

politique étrangère

Entre 2011 et 2014, l'apparition des groupes d'autodéfense civile dans de nombreux États mexicains a pris une ampleur inédite. L'État de Michoacán, à 350 kilomètres de la capitale Mexico sur la côte Pacifique, est le théâtre de violents affrontements entre citoyens armés et crime organisé, la police et l'armée faisant tampon : ces groupes de citoyens réuniraient 25 000 membres actifs et 100 000 individus mobilisables¹. Leur émergence met en relief l'incapacité des institutions de sécurité (police, justice) à lutter efficacement contre la diversification du crime organisé qui, loin de s'en tenir au narcotrafic, exerce désormais un contrôle sur une large gamme d'activités économiques et criminelles dans les zones où il s'est consolidé. L'État fédéral hésite entre institutionnalisation et dissolution de ces groupes d'autodéfense, et joue double jeu, feignant de décider la première pour atteindre la seconde. Mais seule la moralisation des institutions politiques régaliennes pourrait restaurer quelque confiance et espoir en l'avènement d'un état de droit.

1. O. Márquez, « Contamos con 25 mil hombres armados, dicen autodefensas », *La Jornada*, 16 janvier 2014, disponible sur : <www.jornada.unam.mx/ultimas/2014/01/16/20182018contamos-con-25-mil-hombres-armados20192019-dicen-autodefensas-de-michoacan-5828.html>.

Le Mexique face à la diversification du crime organisé

Le surgissement des groupes d'autodéfense révèle une crise de sécurité profonde dans les zones les plus isolées du pays. Les nouveaux cartels, comme Jalisco Nueva Generación ou Los Caballeros Templarios, ont changé la donne : le crime organisé a changé de nature et dépasse le classique narcotrafic.

Le compromis « escobariste » consistant à obtenir le soutien de la population grâce à la protection contre les fonctionnaires de police corrompus et l'aide financière a vécu. Si les cartels ont parfois fait office de véritable pouvoir, comme au Michoacán², une part croissante de la population locale refuse à présent de s'en accommoder car ces derniers respectent de moins en moins leurs propres codes d'honneur, selon lesquels sont interdits la violence sexuelle, les enlèvements ou la consommation de stupéfiants³.

L'équilibre réalisé avec un trafic « tolérable » s'est rompu depuis l'avènement d'un système mafieux qui englobe l'ensemble des acteurs économiques locaux et des citoyens ordinaires. À la production et au transport de la drogue s'est ajoutée la mainmise sur les matières premières minières (fer, acier) ou agricoles (avocats, citrons), sur lesquelles le crime organisé spéculé. Ainsi ce dernier contrôle-t-il largement le port de commerce de Lazaro Cardenas, au Michoacán⁴. Aux règlements de comptes entre trafiquants s'ajoutent la généralisation du paiement de la protection (la *cuota*), les enlèvements, les extorsions de propriété et les agressions sexuelles sur les femmes et les mineures, dans les maisons mêmes des habitants.

Cette diversification criminelle est une conséquence indirecte de la guerre contre le narcotrafic lancée par l'ex-président conservateur Felipe Calderon (Partido Acción Nacional, PAN), au pouvoir de 2006 à 2012. Cette guerre a accéléré la déstructuration des grands cartels au profit de groupes plus violents, comme les Zetas, à présent devenus un cartel majeur, ou plus petits comme les mouvements « nouvelle génération » de type Caballeros Templarios. La militarisation du territoire mexicain, la baisse de la production et de la consommation de cocaïne a surtout fait du trafic de stupéfiants un secteur très compétitif⁵. Les cartels doivent donc

2. Mexico Evalúa, *Entender para atender: por una estrategia de Estado en Michoacán*, Mexico, Centro de Análisis de Políticas Públicas, mai 2014, disponible sur : <www.mexicoevalua.org/wp-content/uploads/2014/05/MEX_EVA-INHOUS-MICHOACAN-3005141200.pdf>.

3. A. Cano, « Ayer templario, hoy autodefensa », *La Jornada*, 21 janvier 2014, disponible sur : <www.jornada.unam.mx/2014/01/21/politica/005n1pol>.

4. Reuters, « Controlan Caballeros templarios exportación de mineral de hierro », *La Jornada*, 3 janvier 2014, disponible sur : <www.jornada.unam.mx/2014/01/03/politica/005n1pol>.

5. Office of National Drug Control Policy, *Cocaine Smuggling in 2010*, Washington, DC, White House, 2012, disponible sur : <www.whitehouse.gov/sites/default/files/ondcp/international-partnerships-content/20_january_cocaine_smuggling_in_2010_for_posting_on_ondcp_webpage_2.pdf>.

diversifier leurs opérations pour trouver d'autres sources de revenus⁶. Si les plus grands (Zetas, cartel de Sinaloa) contrôlent les principales routes et fournisseurs de drogue, les plus modestes doivent se contenter de revenus plus modérés (droits de passage mineurs, distribution et vente locale)⁷ et se sont tournés vers le kidnapping et l'extorsion, entre autres. La guerre contre le narcotrafic a également fait exploser le nombre d'homicides⁸, sans pour autant crédibiliser les institutions de l'État central.

L'émergence de groupes d'autodéfense symbolise ainsi l'incapacité des institutions à juguler la diversification criminelle⁹, principalement du fait de la corruption et de l'infiltration du crime organisé au sein même de la police et du système judiciaire. Ces groupes posent un défi clair à l'administration du président actuel, Enrique Peña Nieto (Partido Revolucionario Institucional, PRI). Face aux nouvelles pratiques du crime organisé, la question de leur légitimité, ou de leur illégitimité, est complexe. Si les groupes d'autodéfense sont bien une réponse citoyenne à la crise sécuritaire, ils ne rendent de comptes à personne, et agissent *de facto* hors de toute légalité.

Les « zones marron » de l'État mexicain

En 2013, la Comisión Nacional por los Derechos Humanos (CNDH) a publié un rapport spécial¹⁰ sur les groupes d'autodéfense de l'État voisin du Michoacán, le Guerrero. Ce ne sont pas tant ces groupes qui y sont incriminés que l'abandon par les autorités locales de leurs fonctions de développement et de sécurité publique. Pour la Commission, s'il n'existe aucune justification à ce que des groupes communautaires prennent en charge les tâches de défense et de sécurité publique, il n'y en a pas plus à l'abandon général de la fonction de gouvernement.

6. E. Olson et Ch. Wilson, *Beyond Merida: The Evolving Approach to Security Cooperation*, Washington, DC, et San Diego, CA, Mexico Institute, Woodrow Wilson International Center for Scholars et Trans-Border Institute, University of San Diego, mai 2010, disponible sur : <http://wilsoncenter.org/sites/default/files/beyond_merida.pdf>.

7. E. Guerrero-Gutiérrez, *Security, Drugs and Violence in Mexico: A Survey*, 7th North American Forum, Washington, DC, octobre 2011, disponible sur : <http://iis-db.stanford.edu/evnts/6716/NAF_2011_EG_%28Final%29.pdf> (actualisé en mai 2012).

8. Environ 120 000 morts si l'on comptabilise les morts violentes par homicide entre 2006 et 2012 selon l'Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEG). La Procuraduría General de la República, elle, parle de 47 515 homicides à la date du 30 septembre 2011 qui « de par leur nature, seraient advenus dans un contexte de rivalités entre organisations de crime organisé ». Le 27 mars 2012, le secrétaire à la Défense des États-Unis, Leon Panetta, faisait quant à lui état de 150 000 morts.

9. J. S. Beittle, *Mexico's Drug-Trafficking Organizations: Source and Scope of the Violence*, Washington, DC, Congressional Research Service, 15 avril 2013, disponible sur : <<http://fas.org/sgp/crs/row/R41576.pdf>>.

10. Comisión Nacional por los Derechos Humanos, *Informe Especial sobre los Grupos de Autodefensa y la Seguridad Pública en el Estado de Guerrero*, dirigé par le D^r R. Plascencia Villanueva, Mexico, décembre 2013, disponible sur : <www.cndh.org.mx/sites/all/fuentes/documentos/Comunicados/2013/COM_2013_363.pdf>.

Deux types de faillite sont ici en cause, la première étant celle des institutions régaliennes. Les mécanismes d'impunité concourent à créer des zones de non-droit. Un élément s'en dégage d'abord : le manque de ressources pour la police. Au Michoacán, de nombreuses forces municipales ont ainsi fait grève en 2014 pour protester contre le manque d'équipements. Dans ce même État, 30 % des effectifs des polices municipales n'auraient pas réussi l'examen

Une faillite régalienne, socio-économique et ethnique

de probité¹¹. Il est toutefois compliqué de les démettre de leurs fonctions – les effectifs deviendraient trop réduits, comme cela est arrivé en Nuevo León en 2012-2013¹². Un deuxième élément est le manque de confiance dans les institutions de sécurité. Juges, police des États et police municipale occupent les 19^e, 20^e et 21^e rangs – sur 22, les partis politiques fermant la marche – de l'indice national de confiance des citoyens dans les institutions¹³. De même, 89,7 % des Mexicains pensent que la corruption est une pratique fréquente ou très fréquente chez les policiers, 78,4 % pensant la même chose des fonctionnaires de justice¹⁴. Enfin, troisième donnée, le taux de dépôt de plaintes est faible. Selon des sources officielles¹⁵, la *cifra negra* – le nombre de plaintes non déposées ainsi que les plaintes déposées n'ayant fait l'objet d'aucune enquête préliminaire – atteint au Mexique entre 91,6 et 92,1 % du total estimé des crimes et délits durant la période 2011-2013. En 2012, elle a atteint 95,5 % dans l'État de Guerrero et 94 % au Michoacán, les plaçant en première et troisième positions au niveau national en termes d'impunité.

Le second type de faillite est socioéconomique et ethnique. Les zones où ont fleuri la délinquance, puis les groupes d'autodéfense, sont marquées par la marginalisation. On relève ainsi un faible taux de satisfaction envers les services publics dans les États où ces groupes sont les plus présents. Le Guerrero est l'État où la population est la moins satisfaite (34,3 %), le Michoacán le cinquième (41,4 %) et le Chiapas le sixième (41,7 %) – la moyenne nationale s'établissant à 49 %¹⁶. Le rapport de la CNDH sur la situation dans l'État de Guerrero souligne que ce dernier est

11. D. Arriaga, « Reprueban mil 170 policías de Michoacán examen de confianza », *Mi Morelia*, 30 janvier 2013, disponible sur : <www.mimorelia.com/noticias/morelia/reprueban-mil-170-policias-de-michoacan-examen-de-confianza/105670>.

12. F. Zuniga Esquivel, « Falta de policías abarca a varios municipios rurales », *El Milenio*, 9 août 2013, disponible sur : <www.milenio.com/monterrey/Falta-policias-abarca-municipios-rurales_0_131986862.html>.

13. Parametría, *Confianza en instituciones*, baromètre de juillet 2012, disponible sur : <www.parametria.com.mx/DetalleEstudio.php?E=4480>.

14. Instituto Nacional de Geografía y Estadística (INEGI), *Encuesta Nacional de Calidad e Impacto Gubernamental (ENCIG)*, Mexico, 2013, p. 44, disponible sur : <www.inegi.org.mx/inegi/contenidos/espanol/prensa/Boletines/Boletin/Comunicados/Especiales/2014/junio/comunica3.pdf>.

15. Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI), *Encuesta Nacional sobre Victimización y Percepción sobre la Seguridad Pública (ENVIPE)*, Mexico, 2011, 2012, 2013, disponible sur : <<http://www.inegi.org.mx/est/contenidos/proyectos/encuestas/hogares/regulares/envipe/default.aspx>>.

16. *Ibid.*, p. 2.

significativement plus pauvre que le reste du pays – 69,7 % de la population y est en situation de pauvreté, dont 31,7 % en situation d'extrême pauvreté, contre 45,5 et 9,8 % au niveau national –, avec une dégradation ces dernières années. 35 des 46 municipalités obtiennent des indicateurs de marginalisation élevés ou très élevés, les chiffres augmentant suivant l'importance de la population indigène. Selon le rapport, ces zones et ces groupes sont des « oubliés » de la République, loin de l'appareil étatique et de ses normes.

Ces caractéristiques font du Guerrero ou du Michoacán des candidats idéaux à l'appellation de « zone marron », selon le concept du célèbre politologue latino-américain Guillermo O'Donnell¹⁷. Dans ces zones, les éléments de base de la polyarchie sont respectés (élections, gouvernements), mais les factions ont une pratique du pouvoir personnaliste et clientéliste qui institue la corruption comme règle. Les « groupes marginaux » (femmes, indigènes, habitants des quartiers pauvres) souffrent d'un faible accès aux services publics et aux institutions comme la police et la justice. L'émergence massive de groupes d'autodéfense témoignerait donc du fait que le Mexique en est resté à une démocratie procédurale, loin des exigences d'un véritable état de droit. Fin septembre 2014, la triste affaire des 43 étudiants disparus d'Iguala, dans l'État de Guerrero, a donné un nouvel exemple de la collusion entre crime organisé, police locale et pouvoirs politiques locaux.

Ces groupes sont-ils un nouveau mode d'expression démocratique mettant la pression sur l'État ? Publiquement, ils affirment ne pas chercher à concurrencer ce dernier et, au contraire, réclament qu'il reprenne la main et assure efficacement la sécurité des populations. Mais si la situation de non-droit perdurait, ils pourraient se muer en contre-pouvoir, déterminé et lourdement armé. Les risques ne doivent pas être sous-estimés : culture de la violence, militarisation de la population, circulation d'armes de gros calibre, perte de contrôle du territoire par les institutions.

D'où viennent les groupes d'autodéfense ?

Historiquement, les groupes d'autodéfense civile sont un dernier recours contre la violence, les gouvernements ou les mégaprojets¹⁸. Ils existent depuis la colonisation espagnole, quand ils défendaient la terre contre les grands propriétaires ou les étrangers. Les groupes qui se sont multipliés ces

17. G. O'Donnell, « Estado, Democratización y ciudadanía », *Nueva Sociedad*, n° 128, novembre-décembre 1993, p. 62-87.

18. Les « mégaprojets de développement » sont majoritairement centrés sur le développement d'activités extractives (mines, forêts, etc.) et énergétiques (pétrole, barrages hydroélectriques, etc.). Cette politique pose toutefois trois grands problèmes : l'atteinte aux ressources naturelles, aux modes de vie traditionnels, et au droit à l'expression et à la consultation des populations.

dernières années ont, eux, des revendications exclusivement sécuritaires. On en compte aujourd'hui environ 36, dans 16 des 31 États mexicains¹⁹. Et il faut distinguer entre les polices communautaires – qui existent depuis 1995 sur décision collective et selon un système d'autorité et de justice communales propre, la plupart étant reconnues par la *Ley de Usos y Costumbres* ou les institutions locales – et les groupes d'autodéfense civile visant à assurer la sécurité contre le crime organisé – qui ont fleuri depuis 2011, comme au Michoacán, et n'ont aucun statut légal.

Réponses à la diversification criminelle, ces groupes sont majoritairement présents dans le Sud du pays à forte population indigène (plus pauvre, isolée et vulnérable), où les services de l'État sont moins présents. La violence liée au trafic de stupéfiants s'est, elle, largement déplacée entre 2008 et 2012 vers le Nord du pays, tout en restant présente dans les États de Michoacán et de Guerrero : Tamaulipas, Chihuahua, Sinaloa, Baja California, Nuevo León. Il n'existe pas de données officielles sur ces groupes, mais leur formation et leur organisation répondent à quelques critères communs.

Le premier est leur ancrage microlocal. Chaque groupe a été créé *ad hoc* pour protéger sa municipalité contre le crime organisé. La confiance qu'ils ont obtenue chez une grande partie des habitants est liée à cet ancrage local. Revers de la médaille, ce sont des mouvements isolés et il n'existe pas de regroupement au niveau fédéral, tout au plus au niveau des États.

Leur composition est hétéroclite. Ils sont à majorité masculins – même si la présence de femmes n'est pas rare – et attirent particulièrement les moins de 30 ans²⁰, qui peuvent y voir un facteur de reconnaissance personnelle et sociale. Pour les membres des classes populaires, les groupes d'autodéfense sont une source de revenus : jusqu'à 200 pesos (11 euros) la journée pour un travail de vigilance, soit l'équivalent d'un salaire journalier dans les plantations. Ces groupes ont également besoin de l'appui des acteurs économiques locaux pour s'armer et s'organiser. Certains chefs d'exploitation, ou d'anciens migrants revenus des États-Unis et harassés par les extorsions²¹, ont pu ainsi également les rejoindre afin de préserver leur capital de la prédation mafieuse.

Des groupes d'autodéfense hétéroclites

19. Les États concernés sont : Chihuahua, Tamaulipas, Sonora, San Luis Potosí, Jalisco, Michoacán, Estado de Mexico, Tlaxcala, Puebla, Morelos, Veracruz, Tabasco, Guerrero, Oaxaca, Chiapas et Quintana Roo.

20. Selon les chiffres de l'Instituto Nacional de Geografía y Estadística (INEGI), les 15-29 ans représentent 26,8 % de la population nationale en 2010, disponible sur : <www3.inegi.org.mx/sistemas/mexicocifras/default.aspx?e=16>.

21. L. Marentes, « Returning Migrants and the Michoacán Autodefensas. An Entangled Past, Present, and Future », *Huffington Post*, 2 mars 2014, disponible sur : <www.huffingtonpost.com/luis-a-marentes/returning-migrants-and-th_b_4713432.html>.

La constitution des groupes d'autodéfense est souvent une réaction face à un « excès » du crime organisé. À Tepalcatepec (Michoacán), José Manuel Mireles, leader du groupe local et figure de proue du mouvement au niveau national, explique qu'au-delà des extorsions et des violences sexuelles chez l'habitant ou dans des hôtels, c'est l'enlèvement en décembre 2012 de 14 fillettes d'une douzaine d'années qui a mis le feu aux poudres²². Les parents d'élèves ont alors commencé des rondes clandestines aux abords des écoles.

La consolidation de ces groupes est ensuite directement liée à l'absence de confiance dans les institutions de sécurité. Lorsque des citoyens de Tepalcatepec ont remis à l'armée les responsables des enlèvements et viols de ces fillettes, le procureur les a relâchés en quelques heures. Deux jours plus tard, ceux qui avaient saisi la justice ont été retrouvés morts, les plaintes en évidence près de leurs corps...

Que faire des groupes d'autodéfense ?

Il est difficile d'évaluer l'action des groupes d'autodéfense compte tenu du nombre de plaintes non déposées ou non traitées (la fameuse *cifra negra*). Ainsi, une augmentation du nombre de plaintes peut indiquer un accroissement de l'insécurité, mais elle peut très bien aussi signifier une plus grande confiance dans la police locale.

Certaines tendances sont toutefois admises. Tout d'abord en matière de lutte contre le crime. Que ce soit au niveau municipal ou à celui de l'État de Michoacán, on n'observe aucune baisse du nombre de plaintes sur les six premiers mois de l'année 2014²³. Ces chiffres sont toutefois contestés par les groupes d'autodéfense, les responsables politiques²⁴ et les experts qui

22. Entretien avec José Manuel Mireles, *La Jornada*, 24 juillet 2013, disponible sur : <www.youtube.com/watch?v=8M79tqOcgAY>.

23. Selon le ministère de l'Intérieur, sur les six premiers mois de l'année 2014 et par rapport aux six premiers mois de 2013, le nombre d'homicides volontaires au Michoacán aurait augmenté de 44,5 % (555 contre 384), le nombre d'enlèvements de 2,2 % (91 contre 89), le nombre d'extorsions de 43,3 % (225 contre 157), les vols de véhicule avec violence de 11,6 % (810 contre 726) et les vols de véhicule sans violence de 11,5 % (2 259 contre 2 231). Secretaria de Gobernación, Secretariado Ejecutivo del Sistema Nacional de Seguridad Pública, *Incidencia delictiva nacional y por entidad federativa*, Mexico, 2014, disponible sur : <www.secretariadoejecutivosnsp.gob.mx/es/SecretariadoEjecutivo/Incidencia_Delictiva_Nacional_fuero_comun>.

24. Cet argument a été repris par Alfredo Castillo, le chef de la Commission pour la sécurité et développement intégral du Michoacán, le 6 août, expliquant que l'augmentation des chiffres de la criminalité était due à la plus grande confiance dans les institutions pour porter plainte, justifiant par là même sa reprise en main de la région depuis 2014 et cherchant à convaincre des succès de sa nouvelle Fuerza Rural, un corps de sécurité reconnu et armé par l'État qui est composé d'ex-membres de groupes d'autodéfense. Selon lui, dans les municipalités où elle opère, la criminalité serait « quasiment nulle », ce qui va dans le sens d'une efficacité de l'action des ex-patrouilleurs. « "Insensato" comparar cifras de delincuencia de 2014 con las de 2013: Castillo », *Proceso*, 6 août 2014, disponible sur : <www.proceso.com.mx/?p=378961> ; M. Garcia Tinoco, « Incidencia delictiva es nula donde opera la Fuerza Rural: Castillo », *Excelsior*, 6 juin 2014, disponible sur : <www.excelsior.com.mx/nacional/2014/06/06/963724>.

les considèrent trop dépendants de la *cifra negra*. Si quantitativement, rien ne permet de dire que les groupes d'autodéfense sont efficaces, des témoignages de terrain sont en revanche plus positifs : le rapport de la CNDH indique qu'au Guerrero, ces groupes ont pris le relais de la police dans de nombreuses communautés. Certains experts²⁵ considèrent également que dans les zones du Michoacán où des groupes d'autodéfense ont pris le contrôle, les conditions de sécurité se seraient singulièrement améliorées.

La deuxième tendance concerne la reprise de contrôle du territoire. L'implantation du crime organisé dans les lieux de production et de commerce semble avoir été peu affectée par la présence des groupes d'autodéfense²⁶. Actuellement, et ce malgré l'affaiblissement du cartel des Caballeros Templarios, l'ancrage territorial du crime organisé dans l'État de Michoacán reste fort.

Enfin, l'infiltration des groupes d'autodéfense par le crime organisé est une réalité. Le recrutement d'ex-membres de cartels sur la seule base de leur repentir pose la question de leur fiabilité, mais aussi de l'exécution des décisions de justice : leurs crimes sont-ils absous par leur repentir et les armes qu'ils apportent avec eux ? Le mystère demeure en tout cas quant à l'origine de celles (AR-15, Uzi) que possèdent les groupes d'autodéfense. Certains cartels sont ainsi soupçonnés de leur fournir argent et armes pour affaiblir les Caballeros Templarios. Et certains groupes d'autodéfense pratiqueraient eux-mêmes l'extorsion, sous couvert de collecte de fonds pour financer leurs activités de protection.

Face à ces dérives, l'État doit réagir, par la confrontation ou par l'alliance. La confrontation contre tout ou partie des groupes d'autodéfense, risquée, pourrait suivre trois scénarios. Si l'État liquide les groupes mais ne restaure pas la sécurité publique, la possibilité que les patrouilleurs déçus reprennent les armes, cette fois-ci contre l'État, ne peut être exclue. Ceux-ci, deuxième scénario, pourraient être tentés de former, ou de rejoindre, un nouveau groupe criminel sous couvert de « résistance civile » afin de ne pas retourner à la « vie normale ». Enfin, dans le meilleur des cas, ces

25. Juan Ramiro Garza Quintanilla, chercheur spécialisé sur les thématiques de sécurité intérieure et chargé de l'évaluation de politiques publiques à Consejo Cívico, Monterrey, ainsi qu'Octavio Cruz Valle, avocat à Mexico D.F. et spécialiste de la question, avec lesquels nous avons réalisé des entretiens téléphoniques de deux heures, les 10 et 15 juillet 2014.

26. Le président Enrique Peña Nieto a d'ailleurs déclaré le 22 août 2014 que la principale mission de la toute nouvelle gendarmerie nationale serait de protéger les capacités de production des griffes du crime organisé dans les États les plus à risque (Tamaulipas, Michoacán, Guerrero). A. García et M. Muedano, « Gendarmería protegerá los ciclos productivos », *El Universal*, 23 août 2014, disponible sur : <www.eluniversal.com.mx/nacion-mexico/2014/impreso/gendarmeria-protegera-los-ciclos-productivos-218090.html>.

hommes militarisés et imprégnés d'une culture de la violence pourraient venir grossir les rangs des sociétés de sécurité privée, comme dans les pays d'Amérique centrale touchés par les conflits internes des années 1980 (Nicaragua, Guatemala, etc.)

La stratégie de l'alliance, ou de l'adoubement des groupes d'autodéfense, avec la création de forces de police parallèles semble aujourd'hui privilégiée, mais elle n'est pas non plus sans risque. Ces nouvelles forces de sécurité ont toutes les chances de souffrir des mêmes maux que la police actuelle : corruption, infiltration, violations des droits de l'homme²⁷. Les divisions entre mouvances acceptant l'institutionnalisation et groupes d'autodéfense *freelance* pourraient déboucher sur un affrontement entre « vendus » et « vrais défenseurs du peuple » qui, en l'absence de certains leaders moraux actuellement emprisonnés, pourrait dégénérer. Plus inquiétante mais improbable, on peut redouter une colombianisation du conflit²⁸. Dans les années 1960, l'État colombien a choisi de légaliser une partie des groupes d'autodéfense, nés du conflit pour la terre une décennie plus tôt, afin lutter contre les Fuerzas armadas revolucionarias de Colombia (FARC). Mais dans les années 1980, certains groupes se sont durablement alliés au crime organisé apparu alors. Si la situation mexicaine est différente, la crise de sécurité étant due au crime organisé et non à des raisons idéologiques, le transfert de membres de groupes d'autodéfense vers le nouveau cartel H3 ravive cette crainte.

Institutionnaliser pour mieux régner

Les dirigeants politiques mexicains sont tout d'abord restés indécis face au phénomène, hésitant entre la tolérance et la répression. Au second semestre 2013, il fut décidé de faire coopérer les militaires avec les groupes d'autodéfense. Pour donner des gages à ces derniers, cette coopération a été accrue avec pour résultat les captures rapides de quatre dirigeants des Caballeros Templarios²⁹. Mais le timing de ces arrestations pose question : la localisation de ces leaders n'étant depuis longtemps qu'un secret de polichinelle, les captures n'ont-elles eu lieu que pour préparer le terrain à l'intégration des groupes d'autodéfense dans le giron de l'État ? En effet, en 2014, le président Peña Nieto proposa d'intégrer les membres de ces

27. M. LaSusa, « Good Cop, Bad Cop. Michoacán's autodefensas », *Southern Pulse Correspondents*, 5 juin 2014, disponible sur : <<https://spcorrespondents.worldsecuresystems.com/blog/good-cop-bad-cop-michoacan-s-autodefensas/>>.

28. M. Zepeda, « Autodefensas Michoacanas, autodefensas colombianas », *Animal Político*, 23 février 2014, disponible sur : <www.animalpolitico.com/2014/02/autodefensas-de-michoacan-un-ano-del-levantamiento-y-una-comparacion-con-las-colombianas/>.

29. Les leaders Dionisio Loya Plancarte alias « El Tío », Francisco Galeana Núñez alias « El Pantera », Enrique « Kike » Plancarte Solís ainsi que Cándido Pérez García, alias « El Chirrin ».

groupes qui le souhaiteraient dans la Fuerza Rural, une entité *ad hoc* armée par l'État. Bien que nombreux aient été ceux qui se sont refusé à le faire, craignant que le gouvernement ne profite de l'enregistrement de leurs armes pour les saisir, cette Fuerza Rural a tout de même été rejointe par deux des trois principaux leaders des groupes d'autodéfense.

Cette stratégie d'institutionnalisation est à la fois une victoire et une défaite politique pour le président Peña Nieto. Pour l'opinion et l'étranger, il a repris le contrôle ; mais sur le terrain, les habitants sont loin d'être convaincus : seule une dizaine de municipalités disposent de forces institutionnalisées, et les ex-membres de groupes d'autodéfense qui se déclarent « fiers d'être dans la police » sont souvent traités de traîtres, notamment sur les réseaux sociaux.

Une stratégie d'État équivoque

L'État entretient un rapport équivoque avec ces groupes, soufflant le chaud et le froid. Il n'hésite pas à récupérer les « bons élèves » par des opérations de communication politique. Ainsi le ralliement des leaders emblématiques Hipolito Mora et Estanislao Beltran (alias « Papa Pitufo ») à la Fuerza Rural a-t-il été largement relayé, photos à l'appui les montrant aux côtés d'Alfredo Castillo, nouvel homme fort du président dans la région. Cette stratégie de récupération est périlleuse pour ces anciens leaders, qui prennent le risque de passer pour des pantins légitimant le discours officiel selon lequel il n'y a plus de groupes d'autodéfense au Michoacán³⁰.

Les dissidents sont, eux, mis sous pression. Avant de se rallier à la Fuerza Rural, Mora fut emprisonné du 11 mars au 16 mai 2014. C'est actuellement le cas de José Manuel Mireles, le plus grand symbole médiatique, victime depuis le début de l'année 2014 de campagnes de diffamation de grande ampleur – détournement et « re-montage » de ses propos sur la plus grande chaîne du pays, Televisa, exagération des faits présents sur son casier judiciaire – et d'un accident d'avion avant d'être emprisonné le 27 juin, à la veille d'un huitième de finale de Coupe du monde de football entre le Mexique et les Pays-Bas qui captait toutes les attentions.

La stratégie gouvernementale, loin d'être aussi inclusive qu'elle veut paraître, consiste à criminaliser les leaders dissidents et à en faire des ennemis de l'État et de l'armée, tactique éprouvée dans un pays où les

30. D. Martínez, « En Michoacán ya no hay autodefensas, afirma Castillo », *El Universal*, 7 juin 2014, disponible sur : <www.eluniversal.com.mx/nacion-mexico/2014/autodefensas-en-michoacan-ya-no-existen-alfredo-castillo-1021732.html>.

militaires jouissent d'une forte popularité³¹. L'objectif est de diviser les groupes d'autodéfense, d'éviter une alliance ou une contagion au niveau de l'ensemble du pays et de réaffirmer le pouvoir de l'État fédéral. Mais le gouvernement peine à convaincre les experts et la population sur le terrain, les résultats étant peu probants. Par exemple, nul ne comprend pourquoi Servando Gomez Martinez, alias « La Tuta », médiatique et charismatique leader des Caballeros Templarios, n'a pas encore été arrêté alors que les groupes d'autodéfense clament savoir où il se cache et qu'une journaliste de Fox News a pu sans mal récemment l'interviewer *in situ*. La démission, le 18 juin 2014, du gouverneur du Michoacán Fausto Vallejo, et les liens supposés de son fils avec le crime organisé, ne font qu'ajouter à la confusion, mettant en doute la capacité de l'élite politique à mettre fin au règne des cartels.

Les liaisons dangereuses

La question du degré de confiance à accorder aux groupes d'autodéfense se pose également pour l'État mexicain. Ces groupes ont ouvert deux nouveaux fronts. Aux traditionnels police et armée *vs* crime organisé, et crime organisé *vs* crime organisé, s'ajoutent à présent groupes d'autodéfense *vs* crime organisé, et groupes d'autodéfense *vs* police et armée. Les interconnexions et liaisons dangereuses entre acteurs (infiltration, corruption) rendent la carte sécuritaire du pays assez largement illisible.

Si la lutte contre le crime organisé piétine, les groupes d'autodéfense proliféreront sans doute jusqu'à la capitale. La stratégie de capture des grands chefs des cartels a connu son apogée avec l'arrestation en janvier du criminel le plus recherché de la planète et chef du cartel de Sinaloa, Joaquín « El Chapo » Guzmán ; mais cette capture est inutile si elle ne se traduit pas par une sécurisation au quotidien. Les groupes d'autodéfense doivent aussi être vus comme des lanceurs d'alerte, mettant en garde l'État fédéral contre le caractère insupportable de la corruption. Si une autre personnalité plus charismatique, voire messianique, apparaît simultanément à une dégradation de la situation, rien n'interdit de penser que ces groupes, aujourd'hui isolés dans leur municipalité ou leur État, pourraient alors se réunir et se soulever contre l'État lui-même.

Pour reprendre la main, le président Peña Nieto ne pourra se contenter de récupérer le mouvement des groupes d'autodéfense. Il devra faire

31. Selon le baromètre *Confianza en Instituciones*, de Parametría, cité précédemment, la Marine nationale est la deuxième institution la plus populaire du pays (79 % de taux de confiance), suivie par l'Armée (75 %). Elles sont uniquement précédées par la famille et les amis (91 %) et devancent même l'Église catholique (68 %). Baromètre disponible sur : <www.parametria.com.mx/DetalleEstudio.php?E=4480>.

des choix, à commencer par prendre en compte les revendications des populations locales : éliminer ces groupes sans supprimer la cause de leur émergence est un non-sens. Or cette dernière renvoie à la faiblesse de l'État et de ses institutions policières, judiciaires et sociales. L'infiltration de l'État par le crime organisé pourrait remonter au niveau fédéral – ce que rien ne prouve à l'heure actuelle, mais que rien n'infirme non plus. Le président doit donc commencer avant tout par un grand ménage, et identifier clairement ses ennemis : crime organisé ? Mireles ? Gouverneurs et « barons locaux » ? Police ? Justice ? Son propre parti ? Pour le chercheur Juan Ramiro Garza, « une alliance entre l'agence d'investigation criminelle de la PGR [Procuraduría General de la Republica], le CISEN [Centro de Investigación y de Seguridad Nacional] et la SEIDO [Subprocuraduría Especializada en Investigación de Delincuencia Organizada] pourrait être efficace pour identifier les fonctionnaires corrompus et désarticuler les relations du crime organisé avec les institutions. À ce moment la sécurité pourra être rétablie, ce qui rendra possible le déploiement de politiques plus globales prenant en compte délinquance, services publics, services de base, etc.³² ». Le renouvellement et le rajeunissement des élites policières et judiciaires, et le durcissement de leur recrutement (contrôle plus efficace des antécédents, tests psychologiques), font partie intégrante de ce défi à 360°.

Un défi apparemment improbable pour un président issu d'un parti qui a régné sans partage sur le pays depuis 1930 (hors la période 2000-2012), qui gouverne 63 % des États, 81 % des capitales de ces États et 51 % des mairies. De sa réussite dépendront cependant la crédibilité et le bilan du mandat de Peña Nieto, qui peut aujourd'hui effectuer un virage historique ou se maintenir dans la droite lignée des travers du passé.



Mots clés

Mexique
Criminalité organisée
Groupes d'autodéfense
État de droit

32. Entretien avec J. R. Garza, déjà cité.